



Assemblée générale

Distr. générale
20 août 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 78 de l'ordre du jour provisoire*

Rapport de la Cour pénale internationale

Informations relatives à l'application de l'article 3 de l'Accord régissant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la Cour pénale internationale

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est soumis en application du paragraphe 12 de la résolution [75/3](#) de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a prié le Secrétaire général de continuer à rendre compte de l'application de l'article 3 de l'Accord régissant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la Cour pénale internationale dans le rapport qu'il lui présenterait à sa soixante-seizième session.

* [A/76/150](#).



1. L'article 3 de l'Accord régissant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la Cour pénale internationale est ainsi libellé : « L'Organisation des Nations Unies et la Cour conviennent, en vue de faciliter l'exercice effectif de leurs responsabilités respectives, de collaborer étroitement, en tant que de besoin, et de se consulter sur les questions d'intérêt mutuel, en vertu des dispositions du présent Accord et conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et du Statut ».

2. Pendant la période du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021, l'Organisation a coopéré étroitement avec la Cour, conformément aux dispositions de l'Accord. Le 4 octobre 2020, elle a célébré le seizième anniversaire de l'entrée en vigueur de l'Accord. Elle a continué de s'employer à resserrer encore ses liens de coopération avec la Cour et à veiller à la bonne application de l'Accord.

3. Concernant les relations institutionnelles, régies par le chapitre II de l'Accord, l'Organisation a fourni à la Cour toute une série de services et d'équipements : paiement des coûts salariaux des fonctionnaires travaillant exclusivement sur des questions relatives à la Cour ; services de sécurité sur le terrain ; services audiovisuels ; services d'interprétation ; accès au Consortium du système des Nations Unies pour l'acquisition d'informations électroniques ; frais d'inscription aux examens d'aptitudes linguistiques de l'ONU ; carburant, services techniques et services de sécurité ; délivrance de laissez-passer ; services de voyage, d'hébergement et de transport ; services Internet. Conformément à l'Accord et à la résolution [58/318](#) de l'Assemblée générale, tous ces services ont été fournis moyennant remboursement.

4. Dans le domaine de la coopération et de l'assistance judiciaire, régi par le chapitre III de l'Accord, l'Organisation a fourni une aide substantielle à la Cour durant la période considérée, notamment en lui donnant accès à ses registres et archives et en mettant à sa disposition des fonctionnaires pour les auditions tenues et les déclarations recueillies dans des affaires dont la Cour était saisie.

5. De plus, l'Organisation ne ménage aucun effort pour coopérer avec la Cour conformément aux dispositions de l'Accord et, parallèlement, elle continue de tout mettre en œuvre pour ne pas entraver les activités de celle-ci ou de ses divers organes, notamment la Procureure, et pour ne pas porter atteinte à l'autorité de leurs décisions. À la suite de la publication par le Secrétaire général des directives concernant les rapports entre fonctionnaires des Nations Unies et personnes objet d'un mandat d'arrêt ou d'une citation à comparaître de la Cour pénale internationale (voir [A/67/828-S/2013/210](#)), les fonctionnaires de l'Organisation ont continué de limiter au strict nécessaire leurs rapports avec les personnes visées.
